

Education : quel bilan, quels défis, quelles perspectives à l'horizon 2022 ?



« L'éducation est l'arme la plus puissante qu'on puisse utiliser pour changer le monde. » : voici de grandes paroles venues d'un grand homme. Nelson Mandela a proféré de nombreuses paroles remplies de sagesse, mais celles-ci résonnent particulièrement en nous, car ces dernières années ont été quelque peu dramatiques pour l'éducation française.

En effet, ces dernières années, l'éducation Nationale a réformé, réformé, et encore réformé... Élèves et professeurs se sont adaptés comme ils ont pu, mais cela n'a été facile pour personne, et bon nombre d'écoles continuent de se démener pour faciliter le travail du corps professoral, aider les enfants, et rassurer les parents. En plus de cela, deux crises majeures ont secoué l'école Française.

Tout d'abord, les attentats, qui ont choqué le monde entier. La laïcité, valeur majeure de notre société, et donc de nos écoles, a été attaquée. L'attentat de Samuel Paty, touchant de très près l'école, a inquiété tout le monde : les professeurs, ciblés ; et les élèves, témoins de la difficulté d'exercer ce métier dans cette sombre époque qu'est la nôtre.

Ensuite, la crise du Covid a elle aussi mis à mal l'enseignement. C'est toute notre société qui a dû innover pour surmonter la pandémie, continuer à vivre, travailler... et étudier. Les cours à distance ont causé beaucoup de mal, et la bonne volonté des professeurs, des élèves, et des parents (frères, sœurs, grand-mères, grands-pères, oncles...) n'a pas suffi à sauver tous les élèves du décrochage.

Mais une nouvelle année se profile. Il est temps de faire le bilan, de tirer des conclusions et de prendre de bonnes résolutions. Claude Lelièvre, Jean-Michel-Blanquer, Pierre Merle et Michel Barnier nous exposent ici leurs points de vue sur le sujet. Ils nous livrent leurs regrets pour cette année, mais aussi leurs espoirs pour les années qui arrivent.

Monsieur Pierre Merle, professeur en sociologie à l'Institut national supérieur du professorat et de l'éducation de Bretagne, nous fait un triste bilan de la politique éducative mise en place ces dernières années dans une tribune publiée le 10 septembre 2021 par *Le Monde*.

Il commence par critiquer le dédoublement des classes qui, pour lui, n'a pas été poussé assez loin, puisque ses bienfaits sont visibles dans les chiffres : le nombre d'écoliers a baissé de 255 000 de 2017 à 2021. En effet, cette ambition n'est justement pas très ambitieuse puisque seul 5 % des élèves français en bénéficient. Ensuite, ce dédoublement ne serait pas employé pour les priorités puisque les élèves les plus en difficulté sont souvent hors éducation prioritaire et ne bénéficient pas de cette mesure. M. Merle déplore surtout le manque de dédoublement

dans la classe de grande section en maternelle, qui est d'après lui l'une des classes les plus importantes.

M. Merle évoque ensuite un autre problème : le passage à la semaine de 4 jours pour 85 % des écoles, qui aurait apparemment eu l'inverse de l'effet souhaité (c'est-à-dire faire progresser les élèves de France). Les « devoirs faits » sont une autre « réforme » que M. Merle critique, notamment par la mauvaise application de ce concept qui part pourtant d'une bonne intention : aider les élèves à faire leurs devoirs, mais le personnel chargé de cette tâche est rarement formé, ou mal. Il nous rappelle également que la politique en termes de scolarité en France depuis 2018 a plus été consacrée à reformer les classes européennes, bilangues, de latin, et de grec, qui bénéficient surtout aux enfants de milieu aisé, à l'opposé donc de la philosophie souhaitée par M. Merle en termes de mixité sociale dans le milieu scolaire. Pour continuer sur cette mixité sociale, M. Merle nous indique que dès la sixième, les écarts de niveau commencent à se creuser entre les élèves de milieu aisé et les élèves de milieu modeste, il accuse de cela la grande proportion de nouveaux enseignants ou de contractuels et la faible proportion d'élèves moteurs dans ces classes de milieu défavorisé.

M. Merle critique ensuite la « laïcité antimusulmane » que Jean-Michel Blanquer voudrait instaurer. Puis il nous parle d'un autre sujet : la « crise de recrutement ». M. Merle accuse l'image du métier d'enseignant, qui serait dégradée : des salaires trop faibles, des classes surchargées, et de mauvais postes donnés aux jeunes enseignants. De plus, le manque de reconnaissance envers les plus anciens enseignants est flagrant, ils sont 18 % moins payés que la moyenne européenne ! Dans les lycées, cela devient 20 %. En résultat : de grosses sommes dépensées dans les salaires des jeunes, et les anciens sont délaissés. Les réponses au manque de professeurs sont incohérentes pour M. Merle, comme avec cette décision de supprimer les mathématiques dans l'enseignement des lycéens. Des contre-sens sont mis en évidence par M. Merle, comme le report du concours d'enseignant en deuxième année de master plutôt qu'en première année, ce qui – très logiquement – ne fait qu'accroître le manque de recrutement. La réforme est dissuasive, puisque le taux de réussite est faible et les étudiants craignent de perdre deux années. De plus, ces deux années présentent une charge de travail très importante. M. Merle se lamente que les décisionnaires aient préféré l'aspect économique à l'aspect éducatif, puisque l'objectif était de supprimer une dizaine de milliers de postes de fonctionnaires, réduisant ainsi les coûts. En conclusion, M. Merle voit dans toutes ces réformes la preuve que les politiques n'ont aucune conscience de la réalité du terrain. Pour M. Merle, ces réformes sont un échec.

Monsieur Michel Barnier tire la même conclusion de ces dernières années pour nos écoles, une triste conclusion : « l'école est en crise ». Mais maintenant que les conclusions sont faites, il faut décider de l'avenir, et c'est aussi ce dont l'ancien ministre veut nous parler, dans cette tribune du 13 septembre 2021 dans *Le Monde*.

Pour montrer la défaite de l'éducation française, M. Barnier nous parle du classement international, où nous étions placés dans les premiers, il fut un temps. Nous siégeons désormais après la 20ème place. Cette dégringolade de l'éducation française a entraîné notamment des lacunes en sciences, en maths et en compréhension de l'écrit. Qu'on ne se méprenne pas, pour M. Barnier, ce ne sont pas les enfants français qui sont mauvais, mais le gouvernement qui a fauté. Il pense que l'éducation a failli, qu'elle a perdu de vue son devoir principal : éduquer, apprendre, transmettre, accompagner. Elle aurait à la place essayé de « transformer la société ». Il mentionne également le manque de moyens consacrés au matériel. La France a diminué sa dépense de matériel par élève de 5 %. D'après l'ancien ministre, cela montre que la priorité de la France n'était pas l'éducation. Michel Barnier mentionne ensuite lui aussi la crise de

recrutement : les enseignants sont de moins en moins présents, les élèves de moins en moins formés.

Après ce triste bilan, M. Barnier se tourne vers l'avenir. Il souhaite s'inspirer du système allemand et inviter les français à voir les enfants comme une chance et non plus comme une « charge ». M. Barnier propose de faire de la prochaine présidence un quinquennat tourné vers l'éducation. Il appelle l'enseignement à revenir à l'apprentissage de la liberté, à l'Histoire, sans laisser de côté ni le numérique, ni les maths. Comme M. Merle, M. Barnier pense que le dédoublement des classes doit être accentué. Il voudrait aussi augmenter les salaires de enseignants en prenant sur ceux de l'administration. M. Barnier tient à ce que les parents soient impliqués, c'est pourquoi il propose de retirer les allocations familiales à ceux qui manqueraient à leur devoir de parent. Il veut plus de liberté pour les chefs d'établissement en ce qui concerne le recrutement du corps professoral et les partenariats. M. Barnier veut une meilleure orientation pour les élèves, en faisant passer le nombre d'apprentis par an de 500 000 à 800 000, cela en supprimant le collège unique. 50 000 places seraient ouvertes dans les écoles de deuxième chance, les internats d'excellence seront multipliés par quatre et les enseignants les plus performants seront incités à aller dans les zones prioritaires ou rurales ! C'est ce que voudrait M. Barnier, qui souhaite redonner un avenir aux enfants français.

Monsieur Jean-Michel Blanquer (notre ministre), lui, passe directement aux bonnes résolutions et annonce ce qu'il souhaite pour l'avenir des écoles de France, il a donc été interviewé à ce sujet à l'occasion du lancement du « cercle de réflexions Laboratoire de la République », une initiative qui vient de lui. Voici donc ce qui ressort de cette interview du 13 octobre 2021 dans *Le Monde*.

Cette initiative vise les jeunes. Elle a pour but de montrer que « l'idée républicaine » peut - grâce à des notions primordiales de la République « démocratie, sociabilité, indivisibilité et laïcité » - répondre à trois grands enjeux de notre société actuelle : l'écologie, la technologie et la géopolitique. M. Blanquer affirme que ce n'est ni un parti politique, ni un mouvement, mais simplement un « cercle » visant l'expression d'idées innovantes. Il compte y convier des personnes « d'horizons différents », incarnant des luttes comme celles contre le sexisme avec Elisabeth Badinter et contre le racisme avec Rachel Klan, ainsi que des parlementaires et des experts. Une plateforme en ligne sera à leur disposition et l'effacement des partis politiques est souhaité. Pour M. Blanquer, ce « cercle » n'est pas une institution sur la laïcité comme tant d'autres, mais simplement une source nouvelle d'engagement pour les jeunes, qui pourra traiter de sujets divers.

M. Blanquer aborde le « wokisme » en expliquant que ce n'est pas le seul sujet du « cercle », mais qu'il pense que ce courant de pensée est contraire aux valeurs de la République, qu'il voudrait diviser là où la république voudrait rassembler.

Concernant la notion de laïcité, M. Blanquer pense que cette notion doit « rester simple », comme pendant la IIIème république, où tous les enseignants avaient la même définition de la laïcité : « ce qui permet d'être libre ». Il nous dit que : même si certains font du « militantisme radical », la majorité des enseignants restent de son avis, à savoir que la laïcité est à préserver et à prioriser. Après l'assassinat de Samuel Paty, nombre d'enseignants ont dit se sentir seuls et délaissés par les politiques. M. Blanquer répond à cela que ce n'est pas le cas et que des équipes de soutien ont été créées. Il affirme qu'une hausse de l'atteinte à la laïcité a été remarquée. Il évoque ensuite la mixité, mais invoque les problèmes territoriaux comme frein à cette mixité. Il dit malgré tout la promouvoir, notamment avec les classes bilingues et européennes dans les quartiers défavorisés, et les spécialités « originales ». Il conclut sur l'attentat contre Samuel Paty, qui l'a lui aussi marqué. Il rappelle néanmoins que cet attentat a

montré que les valeurs de la République étaient nécessaires dans l'éducation, et qu'il ne faut pas reculer sur ce sujet.

Monsieur Claude Lelièvre, historien de l'éducation, nous alerte dans une tribune parue dans le journal le *Monde*, publiée le 9 novembre 2021, contre les jolis discours de nos politiciens voulant « restaurer » l'éducation française. Il appelle à se rappeler les valeurs originelles de la République, la France, et l'éducation française.

M. Lelièvre commence par nous dire qu'il comprend que certaines personnes puissent être tentées de croire en ces discours, jugeant que la scolarité française est « propice aux clivages ». Il note que la droite et l'extrême droite l'utilisent, bien sûr, mais que même notre ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer s'y est mis. Pour cela, tous évoquent les valeurs républicaines. Pour ne pas être berné par ces jolis discours, M. Lelièvre nous invite à revenir à ces fameuses valeurs fondatrices de l'école française, et à ses fondateurs.

Il cite pour commencer Ferdinand Buisson, directeur de l'école primaire nommé par Jules Ferry, qui nous disait donc, en somme : « Le premier devoir d'une République est de faire des républicains [...]. Pour faire un républicain, il faut prendre l'être humain si petit et si humble qu'il soit [...] et lui donner l'idée qu'il peut penser par lui-même [...]. Pour arriver à juger par soi-même, d'après la raison, il faut un long et minutieux apprentissage. Et si vous voulez faire un esprit libre, qui est-ce qui doit s'en charger sinon un autre esprit libre ? Il lui apprendra la liberté en la lui faisant pratiquer [...]. Il n'y a pas d'éducation libérale si l'on ne met pas l'intelligence en face d'affirmation diverses, [...] en lui disant : « Compare et choisis toi-même. ». ». M. Lelièvre indique que la mise en application des propos de M. Buisson serait des « choix pédagogiques républicains fondamentaux » et affirme que nous en sommes encore loin. Il continue d'illustrer son propos avec un discours, cette fois ci de Jules Ferry lui-même : « Nous voulons des éducateurs ! [...] Et je n'en veux pour preuve que la direction actuelle de la pédagogie, [...] ces méthodes qui [...] se proposent avant tout d'exciter la spontanéité de l'enfant, [...] au lieu de l'emprisonner dans des règles toutes faites ... ».

M. Lelièvre reprend ensuite de nouveau M. Buisson qui – selon M. Lelièvre – propose la bonne méthode, à savoir : « ... celle qui dit au maître, il faut vous faire aider dans votre tâche. [...] Par l'élève lui-même. [...] Faite en sorte qu'il ne subisse pas l'instruction, mais qu'il y prenne une part active [...]. C'est ce qui distingue l'éducation du dressage. ». Le but de l'éducation serait simplement le « pouvoir de se diriger soi-même » : la liberté.

Pour M. Lelièvre, l'éducation la plus logique : c'est la pratique ! Il rappelle, puisqu'il faut revenir aux paroles des fondateurs, que Paul Langevin était à peu près du même avis, lorsqu'il parlait d'éducation civique dans le plan Langevin-Wallon de 1947 : « L'école fait faire à l'enfant l'apprentissage de la vie sociale et, singulièrement, de la vie démocratique. Ainsi se dégage la notion du groupe scolaire à structure démocratique auquel l'enfant participe comme futur citoyen et où peuvent se former en lui, non par les cours et les discours, mais par la vie et l'expérience, les vertus civiques fondamentales [...]. ».

Il complète avec les propos du texte du dit « plan Langevin-Wallon » : « L'éducation morale et civique n'aura sa pleine efficacité que si l'influence de l'enseignement proprement dit se complète par l'entraînement à l'action. [...] L'école devra donc s'organiser pour leur permettre de multiplier leurs expériences, en leur donnant une part de plus en plus grande de liberté et de responsabilité [...]. Il est nécessaire que les activités scolaires s'organisent de telle sorte que tous aient alternativement des responsabilités de direction et d'exécution. ». Telles sont les idées fondatrices de l'école, proférées par ses fondateurs même, et que M. Lelièvre souhaite rappeler à notre bon souvenir, afin de nous éviter de trop croire aux discours « restaurateurs » des politiciens comme M. le Ministre de l'éducation nationale.

En résumé, ces dernières années ont été très difficiles pour les écoles françaises, on l'a bien compris. Des problèmes indépendants de la volonté des Français sont venus freiner l'éducation et les réformes du gouvernements n'ont rien arrangé. Concernant ces réformes, bien sûr elles ne sont pas toutes fondamentalement mauvaises, mais des non-sens ont mis en difficulté le système éducatif. Espérons donc que les prochaines années donneront de meilleurs résultats, que les réformes apporteront tout de même de bonne choses, et surtout que le gouvernement saura faire mieux. Sur ce dernier point, comme toujours, des promesses nous sont faites, nous verrons bientôt si elles se traduisent en actes ou non.

Mélina MENEUX (Première 8), le 17 décembre 2021